



Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique - Bangui (1996-2001)

Emmanuel Chauvin

► To cite this version:

Emmanuel Chauvin. Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique - Bangui (1996-2001). Enjeux, 2009, 40, p. 30-38. hal-00948669

HAL Id: hal-00948669

<https://hal.science/hal-00948669>

Submitted on 18 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

RIVALITES ETHNIQUES ET GUERRE URBAINE AU CŒUR DE L'AFRIQUE - BANGUI (1996-2001)

Emmanuel CHAUVIN, doctorant en géographie¹, Université Paris 1, UMR PRODIG 8586.

Alors qu'en février 1959 éclataient sur fond d'instrumentalisation ethnique de lourds affrontements entre les leaders politiques du Moyen-Congo², les bouleversements aboutissant à l'indépendance de son voisin, l'Oubangui-Chari, ne prenaient pas une tournure ethnique³. Dans un même élan national, les Centrafricains réussissaient à se réunir autour d'un homme, Barthélemy Boganda, pour lutter contre les abus de l'administration coloniale⁴. Autre signe d'espoir dans ces années charnières, une langue unificatrice, le sango (aujourd'hui deuxième langue officielle de la République centrafricaine), s'était diffusée à l'ensemble du pays suite à la multiplication des échanges et à son utilisation par les missionnaires chrétiens à partir de 1920⁵.

A la mort de Boganda, en mars 1959, deux de ses dauphins, Abel Goumba et David Dacko, s'affrontèrent pour revendiquer l'héritage du symbole de l'émancipation oubanguienne et prendre la présidence du gouvernement. Avec le soutien des colons, Dacko s'imposa comme chef d'État provisoire puis comme premier président de la République centrafricaine (RCA) indépendante avant que Bokassa (1966-1979) ne le renverse par un putsch dans la nuit de la Saint-Sylvestre 1965⁶.

Durant les années Dacko I⁷ et Bokassa (1960-1979), la manipulation des clivages interethniques ne représentait pas un mode de gouvernement ou un moyen utilisé pour accéder au pouvoir politique. Au contraire, la défense de l'unité nationale servait à justifier l'instauration du parti unique, la liquidation de l'opposition et la personnalisation du pouvoir. Ainsi, pour légitimer la mise en œuvre de ce que Pierre Kalk n'hésite pas à appeler des « lois scélérates », Dacko invoquait la nécessité de « prendre toutes les mesures, mêmes arbitraires, contre ceux qui prêchent la haine tribale pour entraîner la division du pays » (Kalk : 196). Dacko manipulait le thème de l'unification du pays pour asseoir son pouvoir en laissant croire aux Centrafricains qu'il n'existait que deux choix politiques possibles : l'instauration d'un pouvoir autoritaire permettant de conserver l'unité du pays ou l'établissement du multipartisme aboutissant aux rivalités interethniques. Il imposait le premier scénario, soutenu par des colons angoissés de voir le Congo-Brazzaville s'enfoncer dans une grave crise politique prenant des accents ethniques (Kalk : 194-195). Par la suite et dans le même esprit que Dacko, Bokassa n'usa pas des clivages ethniques pour construire son discours politique,

¹ Cet article est issu de mes recherches de master 2 menées sous la direction de Luc Cambrézy et Bernard Tallet. Au cours d'un séjour de recherche à Bangui effectué en mars et avril 2009, nous avons mené de nombreux entretiens auprès d'acteurs institutionnels et de la population banguissoise.

² Principalement Fulbert Youlou, Jacques Opangault et Jean-Felix Tchicaya.

³ L'indépendance de la République centrafricaine a été proclamée le 13 août 1960.

⁴ Boganda n'a pas rencontré de rival au sein de l'intelligentsia centrafricaine de l'époque. La seule dissonance qui se distingue du consensus général est celle d'Antoine Darlan et de quelques conseillers territoriaux de l'est, renvoyés du parti de Boganda (Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire) en septembre 1957. Voir dans le dictionnaire de Pierre Kalk sur la République centrafricaine, l'article consacré à Antoine Darlan : Kalk, Pierre, *Historical dictionary of the Central African Republic*, Lanham, Scarecrow Press, troisième édition, 2005.

⁵ Voir à ce propos : Diki-Kidiri, Marcel, « Le sango dans la formation de la nation centrafricaine », *Politique Africaine*, n°23, 1985, pp. 83-99.

⁶ Nous reprenons l'hypothèse longuement étayée de Didier Bigo qui, contrairement à Pierre Kalk, affirme que Bokassa a pris la tête de l'État suite à un putsch et non à la demande de David Dacko.

⁷ Dacko est revenu au pouvoir dans un bref intermède entre septembre 1979 et septembre 1981, entre Bokassa et Kolingba. Nous utilisons donc l'expression « Dacko I » pour désigner sa présidence de 1960 à 1965.

insistant plutôt sur son statut de rassembleur de toute la RCA, de grand chef et de militaire courageux pour conforter son pouvoir (Bigo : 58-64).

Pourtant, quelques années plus tard, éclataient dans les rues de la capitale, Bangui, quatre mutineries dans le corps armé sur fond de divisions interethniques (1996-1997). La ville se fragmentait selon une ligne sud-nord, entre les quartiers tenus par les partisans du successeur de Bokassa, Kolingba (1981-1993), et ceux du président fraîchement élu, Patassé (1993-2003). Alimenté par ces rivalités politiques, un clivage apparaissait entre les ethnies dites du sud et celles dites du nord, entre les « gens du fleuve » et les « savaniers ». En mai 2001, après une tentative de putsch contre Patassé, les tensions interethniques s'accroissaient : des opérations de ratissage « tournaient à la chasse aux membres de l'ethnie yakoma de Kolingba (dans les quartiers sud), causant un nombre élevé de morts (le chiffre de 300 initialement avancé aurait été largement dépassé) et provoquant l'exode de 80 000 personnes » (Leaba : 164).

Plusieurs auteurs personnalisent à l'extrême l'instrumentalisation des clivages ethniques en accusant tout particulièrement tel ou tel leader politique d'en être à l'origine⁸. En fait, tant Dacko, Bokassa, Kolingba, Patassé que Bozizé ont usé de modes d'exercice du pouvoir susceptibles de favoriser l'émergence des conflits interethniques : la division du corps militaire entre l'armée, déstructurée et délaissée et les milices paramilitaires, valorisées et ethniquement proches du président ; l'accaparement des ressources de l'État pour une clientèle, une région et une ethnie ; l'utilisation contre les tentatives de déstabilisation d'une violence élargie à la famille et à la région d'origine des opposants. Au-delà de ces permanences, la question ethnique a plus précisément émergé sur la scène politique centrafricaine en 1979, au moment de la recomposition du jeu politique entraînée par la chute de Bokassa. Suivant un schéma relativement classique en Afrique subsaharienne, la brusque transition entre la domination exclusive d'un leader politique (Bokassa) et l'instauration d'un système politique multipartite et démocratique greffé sous la pression de l'ancienne puissance coloniale (1981) a entraîné les premières rivalités ethniques. Après treize années de règne de Bokassa marquées par la terreur et durant lesquelles aucun contre-pouvoir n'a pu se constituer, les leaders politiques furent incapables de s'adapter de manière satisfaisante à la transformation du système politique. Ne s'appuyant sur aucune ligne idéologique claires, ils utilisèrent la mobilisation ethnique pour tenter de gravir les échelons du pouvoir, d'abord sur un plan électoral puis en prenant les armes.

Cet article étudie les affrontements qui se sont déroulés à Bangui entre 1996 et 2001, première période d'une guerre toujours d'actualité. Comment un enjeu national, les divisions interethniques liées aux rapports de force pour accéder à la présidence, s'est traduit dans l'espace urbain ?

Comme dans le cas des guerres urbaines à Brazzaville, « l'État, le pouvoir et la ville se trouvent imbriqués dans un système aux éléments indissociables » (Pourtier : 6). La capitale, avant même le déclenchement du conflit, a été bâtie sur un modèle urbain ségrégué suivant des fractures ethniques. Le clientélisme à connotation ethnique s'est répercuté sur le plan urbain avec de fortes différenciations sociales entre les quartiers proches du pouvoir et ceux dans l'opposition. Cette configuration préconflictuelle de la ville sera l'objet de notre première partie. Le rapport entre pouvoir national et ville s'est ensuite transformé durant le

⁸ Jean-Paul Ngoupandé estime que c'est Bokassa qui a entamé l'« ethnicisation » de la vie politique centrafricaine. International Crisis Group insiste sur la responsabilité de Kolingba dans la « tribalisation » (Ngoupandé et Icg).

conflit : la ville a été confrontée à une forte politisation de l'espace avec une assimilation entre quartiers, ethnies et tendances politiques. La gestion de l'espace urbain par les combattants et la fragmentation urbaine suivant des fractures ethniques constituera notre deuxième axe de recherche. Dans un dernier temps, nous nous demanderons de quelle manière les populations civiles ont réagi face à cette volonté d'appropriation guerrière de l'espace urbain. Les citoyens se sont-ils impliqués dans le conflit ? Se sont-ils appropriés les divisions identitaires ?

Bangui avant le conflit : un modèle urbain ségrégué

Du fait de l'exode rural et en tant que ville-capitale, Bangui représentait bien avant 1996 un véritable « carrefour ethnique » (Villien : 344). Toutefois, sous cette apparence cosmopolite, se cachaient des déséquilibres entre groupes ethniques en termes de répartition des effectifs à l'échelle des quartiers et de la ville.

Dans sa thèse consacrée à Bangui, Villien a montré que les membres des ethnies Banziri, Sango, Ngbakas et Yakoma se concentraient à la veille du conflit dans le sud de la ville alors que les Mandjia, Gbaya, Sara et Mboum-Pana étaient implantés plus fortement dans les quartiers nord. Le centre de la ville (entre l'avenue Boganda et l'avenue de France) restait assez hétérogène et conservait la neutralité que les pouvoirs politiques voulaient lui donner durant la colonisation : des quartiers lotis, réservés aux « évolués⁹ » et sans réelle prédominance ethnique. À l'exception du centre, on assistait donc à la reproduction à l'échelle urbaine (quartiers nord/quartiers sud) de la division nationale entre ethnies du nord (savane) et ethnies du sud (fleuve, forêt). Cette répartition s'explique historiquement par l'action conjointe des gouverneurs coloniaux qui ont divisé et fixé spatialement les groupes ethniques dans la ville (à travers les plans d'urbanisme) et par les choix d'implantation des migrants qui en arrivant en ville « se raccrochent à un chef, à leur ethnie » dans un quartier jouxtant la route menant à leur lieu d'origine (Villien : 351 et 353).

Avant 1996, les déséquilibres entre groupes ethniques se retrouvaient également à l'échelle de la ville.

Évolution du poids des regroupements ethniques dans la ville de Bangui

	1949	1985	Évolution entre 1949 et 1985	2003	Évolution entre 1985 et 2003
Ethnies de la savane	66,9 %	59 %	- 7,9 %	69,7 %	+ 10,7 %
Ethnies du fleuve et de la forêt	33,1 %	41 %	+ 7,9 %	30,3 %	- 10,7 %

À partir de : (Villien : 247) et (Doungoupou : 17).

Répartition de la proportion des regroupements ethniques à l'échelle nationale

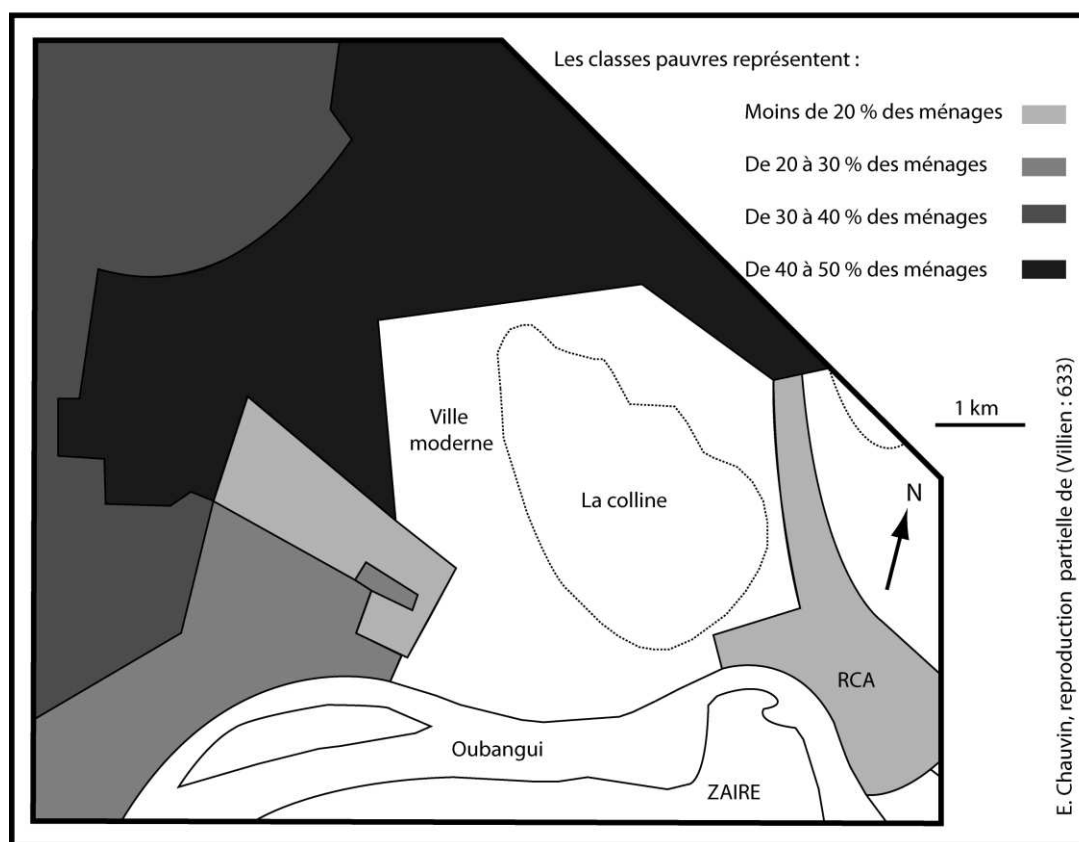
	1958	2003
Ethnies de la savane	86,4 %	83,2 %
Ethnies du fleuve et de la forêt	13,6 %	16,8 %

À partir de : (Ldc : 5 et 8) et (Doungoupou : 17).

⁹ Nom donné par les colons à ce qui était considéré comme l'élite centrafricaine.

En comparant la répartition entre les ethnies de la savane et les ethnies du fleuve et de la forêt à l'échelle nationale et à l'échelle de Bangui, on constate la supériorité numérique de ces dernières dans la capitale. La comparaison entre les chiffres de 1958 et de 2003 montre que cette donnée est une permanence historique. Dans l'état actuel de nos recherches, elle serait le résultat de l'implantation excentrée de Bangui dans l'extrême sud du pays (sur des territoires où s'exerce la domination ethnique des gens du fleuve et de la forêt) et de l'ancienneté des relations entre les colons et ces populations. À partir de ces fondements anciens, la répartition ethnique a évolué en fonction du contexte politique. Ainsi, les chiffres de l'évolution de la répartition ethnique à Bangui révèlent que les gens du fleuve et de la forêt ont un poids croissant entre 1949 et 1985, période où le pouvoir est tenu par des dirigeants appartenant à cette catégorie ethnique (Bokassa, Dacko et Kolingba). Au contraire, c'est la part des ethnies de la savane qui augmente entre 1985 et 2003, période où le pouvoir est majoritairement porté par des présidents du nord du pays (Patassé et Bozizé). Même si la corrélation entre politique et poids des ethnies doit être pondérée par d'autres phénomènes (différence d'accroissement démographique entre les ethnies, facteurs individuels, familiaux ou régionaux dans les migrations à destination ou au départ de Bangui...), il est certain que les politiques clientélistes se sont répercutées au plan urbain. Le clientélisme s'est notamment traduit par des différences sociales entre les zones favorables au pouvoir, les plus riches et les plus proches ethniquement du président, et les quartiers d'opposition, les plus pauvres.

Carte 1 – Les classes pauvres dans la ville de Bangui (1988)



Source : (Villien : 633)

Sur cette carte qui date de la fin des années 1980 se dessine clairement une ligne de fracture entre un sud proche du pouvoir à cette date (présidence de Kolingba) et un nord dont les

habitants n'appartiennent majoritairement pas aux ethnies du fleuve et de la forêt. Les Banguissois gardent par exemple en mémoire le dynamisme du quartier de Ouango durant les années 1980, fief du président de l'époque (Kolingba), quartier tombé en désuétude après l'arrivée d'un nordiste au pouvoir (Patassé) (peu de taxis, infrastructures laissées à l'abandon...).

Concernant Brazzaville, ville qui connaît de fortes similitudes avec Bangui (passage d'un modèle ségrégué à des divisions intra-urbaines conflictuelles à connotation ethnique), Dorier-Apprill souligne le brassage fonctionnel et préconflictuel des citoyens dans les marchés, les lieux d'activité, les bars dancing et autres lieux de rencontre (Dorier-Apprill). Transposable à la capitale centrafricaine, cette vision doit être nuancée par le fait que « si l'on additionne les divisions ethniques, politiques et sociales (...), on s'aperçoit que Bangui, (avant le conflit), était un assemblage d'entités très différentes, une mosaïque au morcellement infini » (Villien : 856-857).

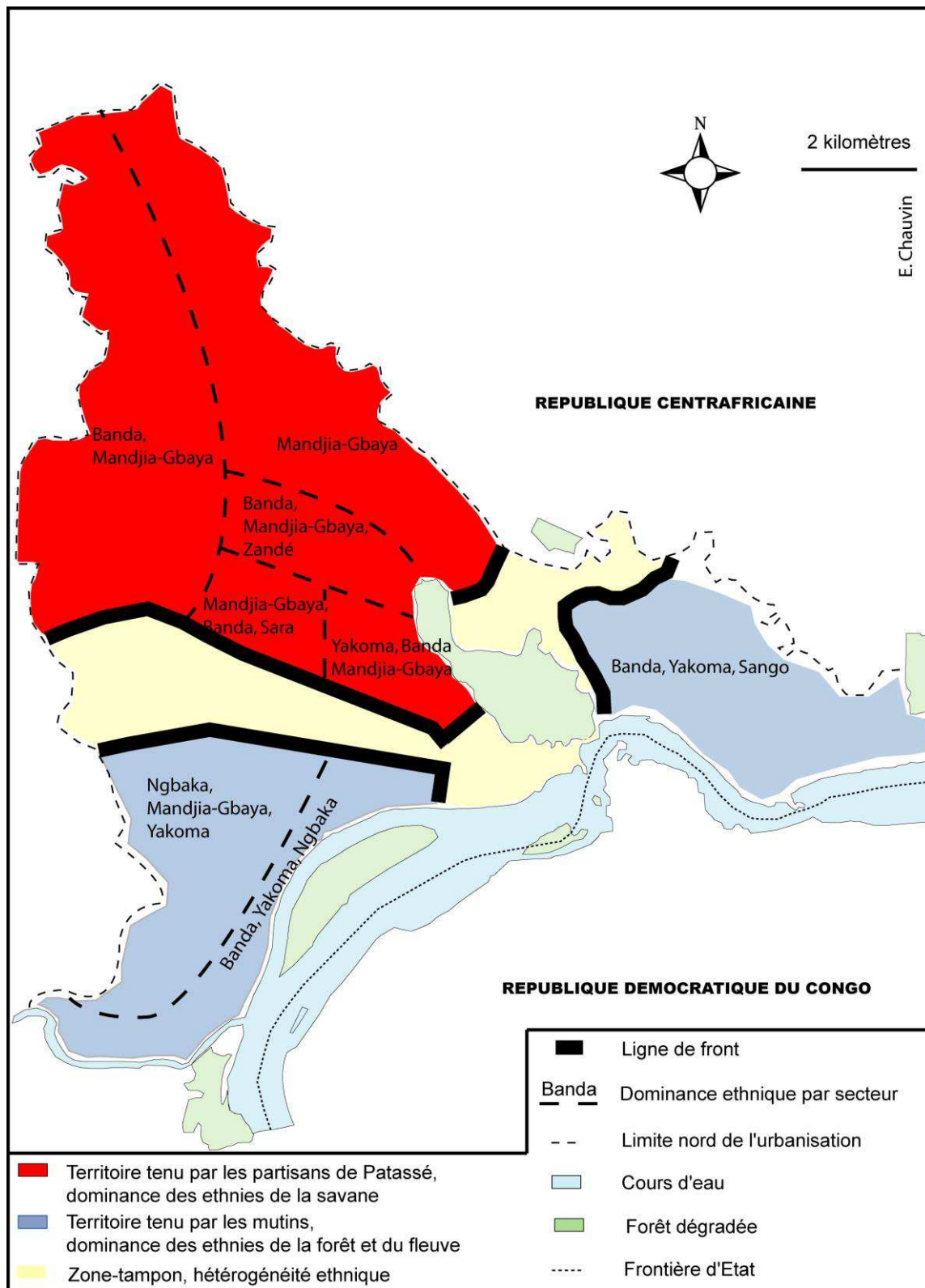
La ville fragmentée durant le conflit

L'instrumentalisation des clivages ethniques par les hommes politiques allait à partir de ce modèle ségrégué aboutir à une fragmentation urbaine durant le conflit. Dès la troisième mutinerie (15 novembre 1996 - 24 janvier 1997), la ville se fragmentait en plusieurs territoires : le sud de la ville, dominé par les ethnies du fleuve et de la forêt, tenu par les mutins et le nord proche de Patassé et dominé par les ethnies de la savane. Le centre de la ville, ethniquement plus homogène, faisait figure de zone tampon entre les deux parties combattantes. Ses limites, l'avenue Boganda et l'avenue de France, devenaient des lignes de fronts.

Les combattants cherchaient à contrôler leurs territoires et à le nettoyer ethniquement pour se l'approprier au mieux. Pour ce faire, des barrières ethniques, constituées de matériaux en tout genre (briques, morceaux de bois...) et où étaient examinés le faciès, le nom et l'accent des passants, étaient établies. Elles permettaient d'éviter l'infiltration des forces adverses dans les quartiers contrôlés par les combattants en partant du postulat qu'une personne appartenant à une ethnie de la savane et se déplaçant dans un quartier du sud de la ville était un ennemi (et de même pour une personne appartenant à une ethnie du fleuve ou de la forêt dans les quartiers nord). Les divisions interethniques donnaient aussi l'occasion aux mutins comme aux loyalistes de galvaniser les populations, de les pousser à s'engager à leurs côtés, avec leurs « frères ». Les barrières étaient particulièrement imperméables sur les grands axes, les rues bitumées, où étaient susceptibles d'évoluer les camions de transports de troupes et les blindés.

Pendant la période de mutineries, on a donc assisté à une forte politisation de l'espace avec une assimilation entre quartier, ethnie et tendance politique. Toutefois, si les combattants ont utilisé les divisions interethniques pour contrôler leurs territoires, il n'y a pas eu d'exactions de grande ampleur suivant des critères ethniques en 1996-1997. Avec le coup d'État de mai 2001, Patassé franchissait un pas supplémentaire dans la violence en pratiquant un ratissage ethnique dans les quartiers sud, en les considérant d'emblée comme rebelles puisque majoritairement habités par des individus appartenant aux ethnies du fleuve et de la forêt. Pillages et exactions entraînaient le déplacement de plus de 80 000 personnes permettant au pouvoir de contrer toute tentative de soutien populaire au fomenteur du coup d'État présumé : l'ancien président André Kolingba, appartenant lui-même à une ethnie du fleuve, les Yakoma.

Carte 2 - Une ville fragmentée selon une logique ethnique



À partir de : (Villien) et entretiens, Bangui, février-mars 2009.

Les barrières entravant la libre circulation et le ratissage ethnique n'ont pas modifié sur le long terme le peuplement de la ville. Il n'y a pas eu d'extermination ou de transfert du groupe

ethnique considéré comme adverse en dehors du territoire national. Les combattants ont chassé temporairement une partie de la population pour couper leurs adversaires d'un éventuel soutien populaire. L'impact des clivages ethniques durant le conflit mérite donc d'être relativisé, d'autant que les citoyens ont faiblement adhéré à l'instrumentalisation politique des divisions interethniques durant le conflit.

Des élections au conflit, l'adhésion des populations aux clivages ethniques en question

Eric Hobsbawm détermine deux caractéristiques des conflits ethniques : leur caractère non étatique et la volonté des combattants de convaincre le maximum d'individus de se rallier à leur groupe identitaire (Hobsbawm). Il pose ainsi le problème de l'adhésion des populations aux divisions produites par les hommes politiques et les combattants.

Une esquisse de géographie électorale des élections présidentielles de 1981 et 1999 montre que les discours et l'utilisation des réseaux ethniques ou régionaux pour mobiliser l'électorat centrafricain étaient efficaces et intégrés par une partie de la population.

Résultats des élections présidentielles de 1981¹⁰

Candidat	Préfecture	% dans la préfecture	RCA
David Dacko	Lobaye	96,4	50,23 %
Ange-Félix Patassé	Ouham-Pendé	80,70	38,11 %

À partir de : (Service : 88)

Résultats des élections présidentielles de 1999¹¹

Candidat	Sous-préfecture	%	Préfecture	%	RCA
Ange-Félix Patassé	Paoua	99,1	Ouham-Pendé	95,8	51,3 %
André Kolingba	Kembé	87,3	Basse-Kotto	83,2	19,38 %
David Dacko	M'baïki	85,3	Lobaye	74,4	11,15 %
Abel Goumba	Kouango	73,1	Ouaka	31,2	6,06 %
Henri Pouzère	Ippy	87,2	Ouaka	33,2	4,19 %

À partir de : (Mehler et Cruz, 2000)

On peut observer sur ces résultats des élections de 1981 et 1999 la surreprésentation des suffrages exprimés dans la sous-préfecture ou la préfecture d'origine des candidats par rapport aux résultats à l'échelle nationale. Le cas d'Henri Pouzère pour l'élection présidentielle de 1999 est emblématique : « (que) l'un des candidats, député depuis 1998, peu connu au niveau national et résidant à l'étranger ait pu obtenir plus de 85 % des voix dans sa sous-préfecture d'origine, en n'ayant assisté qu'à deux séances de l'Assemblée, illustre la facilité de la mobilisation ethnique » (Mehler et Cruz, 2000).

Toutefois, la mobilisation ethnique durant les élections n'a pas été relayée par un engagement spontané des populations pour soutenir les combattants de leur frange ethnique au cours du conflit. Les affrontements s'inscrivent dans une guerre asymétrique entre des forces loyalistes et des insurgés issus des rangs de l'armée. En RCA, les clivages ethniques sont en effet

¹⁰ Résultats des deux candidats arrivés en tête à ces élections.

¹¹ Résultats des cinq candidats arrivés en tête à ces élections.

particulièrement intenses dans le corps militaire, divisé entre une armée déstructurée et délaissée (Forces Armées Centrafricaines (FACA)) et des milices valorisées et ethnicisées. Sous Bokassa, « les Abeilles », la milice d'État du président-empereur, tenaient le monopole de la violence contrairement aux FACA qui n'avaient « plus aucun rôle, aucune fonction, sinon celle de main-d'œuvre corvéable à merci pour les plantations personnelles de Bokassa à Berengo » (Bigo : 83). Comme l'a montré Didier Bigo, Bokassa dévoyait le rôle initial de l'armée et s'entourait de miliciens recrutés parmi les jeunes de sa région d'origine pour éviter toute tentative de putsch. Sous Kolingba, « les Abeilles » étaient remplacées par les Éléments Blindés Autonomes (EBA), entièrement yakoma. Après son élection en 1993, Patassé inversait les effectifs des EBA dans l'armée régulière et les éloignait du centre du pouvoir, Bangui. Il les envoyait lutter contre le banditisme transfrontalier des « coupeurs de routes ». Parallèlement, Patassé mettait en place une garde rapprochée composée de membre de son ethnie d'origine (Berman). A la veille du conflit, la grande majorité des troupes armées, proche de l'ancien président Kolingba, était donc marginalisée, envoyée dans les provinces et non payée, tandis qu'un groupe minoritaire de proche du président contrôlait la capitale et était grassement rémunéré.

De manière circonscrite, il a tout de même existé une porosité entre les catégories civiles et militaires. Les mutins ont employé des civils pour garder les barrières ethniques (les « volontaires ») et pour ravitailler leurs camps de base dans un contexte de pénurie alimentaire. De son côté, Patassé a armé quatre milices implantées dans les quartiers nord et composées de jeunes hommes appartenant aux ethnies proches du président : les milices Karako, Balawa, Sarawi, « Abdoulaye Miskine » (Berman). Enfin, après 2001, le président actuel, Bozizé, a formé une rébellion avec de nombreux civils recrutés parmi les jeunes domiciliés dans les quartiers nord de Bangui.

Cependant, les jeunes ne se sont pas engagés dans le conflit pour soutenir leur groupe ethnique mais pour des raisons économiques. La volonté des forces armées de recruter des civils a trouvé un écho favorable chez une partie de la jeunesse peu instruite et sans perspective économique.

« Après son désaveu par Patassé, le chef d'État-Major Bozizé a provoqué un mouvement insurrectionnel à Boy Rabe, Fouh et PK 12. Il y a eu des distributions d'armes dans les quartiers depuis la base militaire du PK12. J'habitais dans ces quartiers et j'ai décidé de me soulever. Je ne trouvais pas juste la décision de Patassé de limoger Bozizé et je n'avais pas de travail sérieux, j'étais vendeur ambulant. (...) Aujourd'hui je suis membre de la garde présidentielle, je gagne entre 70 000 FCFA¹² par mois et j'ai reçu une formation militaire d'un an en Afrique du sud, au Gabon et au Burkina Faso »¹³.

« Avant 2001, j'étais chauffeur de taxi, je gagnais entre 25 000 et 30 000 FCFA¹⁴ par mois. Je suis orphelin de père et de mère, j'ai été obligé de quitter l'école en quatrième pour travailler. En 2001, j'ai entendu parler de la milice par un jeune du quartier envoyé pour chercher des volontaires de Gobongo pour soutenir Patassé et partir se former auprès de Miskine. J'ai accepté, je veux fonder une famille, avoir des enfants. J'étais payé 100 000 FCFA¹⁵ par opération sachant qu'une opération durait une à deux semaines. (...) Aujourd'hui, si j'avais

¹² Soit environ 120 euros.

¹³ Entretien, membre de la garde présidentielle, Bangui, février 2009.

¹⁴ Soit environ entre 35 et 40 euros.

¹⁵ Soit environ 150 euros.

les moyens financiers pour me déplacer, je repartirai alimenter la rébellion dans le nord du pays pour gagner de l'argent »¹⁶.

Dans ces conditions, peut-on parler de « conflit ethnique », quitte à valoriser une dimension trop souvent reprise sans analyse dans les médias ? Ou faut-il plutôt souligner que les populations ne sont pas nécessairement dupes des instrumentalisations politiques ?

Les rivalités ethniques ne représentent que l'un des facteurs explicatifs d'un conflit comprenant de multiples dimensions : antagonismes entre nationalités dans une guerre qui s'est régionalisée, clivage entre régions marginalisées et pouvoir central, rivalités entre groupes religieux avec l'apparition d'une revendication de défense de la cause musulmane par l'un des groupes rebelles¹⁷... En sus et comme nous avons tenté de le montrer, l'ethnicité ne peut être comprise qu'à travers l'étude des interrelations entre groupes ethniques et en fonction d'un contexte politique. L'instrumentalisation des divisions interethniques qui s'est prolongée après 2001 dans une guerre qui n'est toujours pas terminée en témoigne. Le conflit s'enlise et sa configuration a été profondément transformée à partir d'octobre 2001. À cette date, Patassé limogea le chef d'État-major des armées, François Bozizé, soupçonné d'avoir pris part au putsch avorté de mai 2001. Après avoir échappé à de multiples tentatives d'arrestations, Bozizé se révolta contre le pouvoir en place et revendiqua la naissance d'un maquis rebelle sous ses ordres. En mars 2003, il renversa Patassé et exclut ses partisans des postes offerts par l'État. Dès lors, une kyrielle de mouvements rebelles s'est constituée dans le nord du pays sous l'égide de Patassé ou sous la coupe d'autres leaders politiques. L'évolution majeure qui s'est opérée depuis octobre 2001 tient au fait que les protagonistes du conflit sont tous originaires de la partie septentrionale de la RCA. Comme l'affirme Andreas Mehler, « l'alliance du Nord a selon toute vraisemblance pris fin avec la révolte de Bozizé contre son ancien allié et mentor, Patassé (...). En conséquent, la lecture Nord-Sud des clivages ethniques et régionaux n'est plus pertinente »¹⁸ (Mehler, 2009). Les loyalistes et les rebelles manipulent désormais les divisions entre les ethnies nordistes : les Gbaya (ethnie d'origine de Bozizé) contre les Sara-Kaba (ethnie d'origine de Patassé) ou encore les Runga contre les Gula dans la province de la Vakaga. À l'échelle de Bangui, cela s'est notamment traduit par des affrontements entre les jeunes de Boy-Rabe et ceux de Gobongo-Fouh suite au second tour des élections législatives en mai 2005 et de l'assassinat d'un sous-lieutenant (Yango-Kapita) par un sergent-chef (Sanzé) en janvier 2006. Ces affrontements entre les quartiers nord, entre les Gbaya proches de Bozizé et les Mandjia, incluaient une dimension ethnique. Les « quartiers rouges » (quartiers nord de Sara, Boy-Rabe, Gobongo, Fouh et Combattants) longtemps soudés par leur capacité contestataire, notamment lors de la révolte des enfants contre Bokassa (1979) restent désormais quelque peu divisés. Les groupes ethniques sont donc des produits du politique et des catégories non fixes, changeantes en fonction des alliances et des confrontations entre les leaders politiques. Ceci tend à démontrer la pertinence de la démarche interactionniste et historique pour analyser les clivages ethniques. La première analyse la manière dont les « acteurs utilisent des identités (...) pour se catégoriser eux-mêmes et catégoriser les autres dans des buts d'interaction » (Costey : 109). La seconde affirme que les ethnies ne sont pas des réalités fixes, « des groupes homogènes affublés de traits culturels ou moraux » (approche fixiste) mais des construits susceptibles de s'agrandir, de se défaire et de se transformer (Costey : 109 et Chrétien).

¹⁶ Entretien, ancien membre de la milice Sarawi, Bangui, février 2009.

¹⁷ Voir les déclarations d'Abakar Sabone au journal le Confident en date du 8 novembre 2005.

¹⁸ Traduction effectuée par nos soins.

Berman, Éric, *La République Centrafricaine : une étude de cas sur les armes légères et les conflits*, www.smallarmssurvey.org, Institut universitaire de Hautes Études Internationales, 2006, consulté en janvier 2009.

Bigo, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karthala, 1988.

Chrétien, Jean-Pierre, « Ethnies, Ethnismes, Ethnicité, un défi à la compréhension de l'histoire ancienne et récente de l'Afrique », in Chrétien, Jean-Pierre et Prunier Gérard (dir), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989.

Costey, Paul, « Les catégories ethniques selon F. Barth », *Revue Tracés*, ENS Éditions, n°10, hiver 2006, p. 105-112.

Dorier-Apprill, Elisabeth, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », *Politique Africaine*, n°64, décembre 1996, p. 73-88.

Doungoupou, Gervais Magloire, *Troisième recensement général de la population et de l'habitation de 2003*, Monographie de la ville de Bangui, Bangui, Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale, juin 2005.

Hobsbawn, Eric, « Qu'est-ce qu'un conflit ethnique ? », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 100, 1993, p. 51-64.

International Crisis Group (Icg), *République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme*, www.crisisgroup.org, 13 décembre 2007, consulté en janvier 2009.

Kalk, Pierre, Barthélemy Boganda, *Élu de Dieu et des Centrafricains*, Saint-Maur-des-Fossés, Sépia, 1995.

La documentation française (Ldc), *La République centrafricaine, Notes et études documentaires*, Série Outre-Mer CXIV, Paris, 1960.

Leaba, Oscar, « La crise centrafricaine de l'été 2001 », *Politique africaine*, n°84, décembre 2001, pp. 163-175.

Mehler, Andreas & Cruz, Vincent, « République centrafricaine : la démocratie n'est pas un vaccin, politique formelle et informelle », *L'Afrique politique*, 2000, pp. 197-208.

Mehler, Andreas, « Reshaping political space: the impact of armed insurgency in Central African Republic », *European Conference on African Studies*, 9 avril 2009, retranscrite sur www.giga-hamburg.de/content/iaa/.../ecas_mehler_paper.pdf, consulté en octobre 2009.

Ngoupandé, Jean-Paul, *Chronique de la crise centrafricaine (1996-1997)*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Pourtier, Roland, « Brazzaville dans la guerre : crise urbaine et violences politiques », *Annales de géographie*, vol. 109, n°611, 2000, pp. 3-20.

Service, Giscard Roland Xavier, *Le régime transitoire et semidémocratique en Centrafrique (1981-1993)*, Bangui, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Bangui, 2005-2006.

Villien, François, *Bangui, ruralité et citadinité d'une ville d'Afrique Centrale*, Tome 1, Bordeaux, Thèse de Doctorat d'État, Université Bordeaux III, 1987.